

LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)
REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES
(The Trades Publishing Co.)
25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL
TELEPHONE BELL MAIN 2647

ABONNEMENT MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50 PAR AN.
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00
UNION POSTALE - - FRS 20.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arrérages ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de :

"LE PRIX COURANT."

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements.

Adresses toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

LE CANDIDAT DU MARCHAND

Nous sommes en pleine période électorale et, la semaine prochaine, la semaine qui précédera le vote des électeurs, beaucoup de marchands se sentiront inclinés à songer beaucoup plus au succès de leur candidat peut-être qu'à pousser leurs propres affaires et la rentrée des sommes qui leur sont dues par leurs clients.

Nous sommes loin, bien loin de blâmer les commerçants qui prennent une part active aux élections fédérales, provinciales ou municipales. Nous avons même bien souvent dit, dans ces colonnes que, si les marchands en général se désintéressaient moins des luttes politiques, nous aurions dans nos Parlements moins d'avocats et beaucoup plus d'hommes d'affaires, ce qui vaudrait bien mieux et pour le commerce et pour l'industrie.

Combien d'hommes à la tête d'entreprises commerciales importantes, ayant pour les seconder et au besoin les remplacer dans leur gestion, des associés, des intéressés, combien pourraient braver les suffrages et représenter dignement aux Chambres les intérêts commerciaux du pays.

Malheureusement, la politique semble de plus en plus devenir pour beaucoup une profession. Trop de candidats n'ont en vue que leur propre intérêt et songent bien moins à faire les affaires du pays que les leurs propres. C'est sans doute ce qui éloigne les meilleurs éléments de nos Chambres, et laisse le pays à la merci d'hommes qui, en grand nombre, ne vivent que de la politique et de la politique. Ils en vivent en attendant qu'ils se fassent caser dans quelque bonne place grassement rétribuée et pour laquelle ils sont généralement peu qualifiés.

C'est pour porter remède à cet état de choses que nous voudrions voir les commerçants s'unir et s'entendre, chaque fois qu'a lieu une élection. S'unir et s'entendre pour choisir dans chaque district électoral, un candidat qui représen-

terait vraiment les intérêts vitaux du pays.

Il est trop tard maintenant, pour l'élection du 26 octobre, de provoquer un mouvement dans ce sens; mais, il n'est pas trop tard pour que chaque marchand, dans chaque localité, fasse quelque propagande en faveur du candidat le mieux au fait des questions commerciales, de celui qui saura le mieux défendre et promouvoir les intérêts économiques du pays.

C'est ce candidat qui doit être, toutes autres conditions étant d'ailleurs égales, le candidat du marchand.

A PROPOS DES COLLECTIONS

Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs de la campagne de ne pas perdre de vue que c'est immédiatement après les récoltes que leurs clients sont le plus en mesure de s'acquitter de leurs dettes.

Les cultivateurs ont, pour la plupart, vendu à l'heure actuelle une bonne partie de leurs récoltes; ils ont de l'argent. Ou, s'ils n'ont que peu vendu, il leur reste grains, foin, etc., qu'ils peuvent mettre sur le marché et se procurer immédiatement de l'argent. C'est donc maintenant plus qu'en tout autre temps qu'il convient au marchand de faire le nécessaire pour éteindre ou diminuer ses dettes de livres.

Nous savons qu'en ce moment tout le monde, marchands et cultivateurs, se laisse quelque peu détourner de la routine ordinaire des choses par les questions électorales.

Cependant, le marchand se doit à lui-même de surveiller ses propres intérêts et d'insister auprès de ses débiteurs pour qu'ils règlent leurs comptes.

Les élections n'empêchent pas les échéances d'arriver à leur date et, à l'échéance, il faut être prêt à payer.

Non seulement le marchand doit veiller à ses propres échéances, mais encore doit-il s'assurer la rentrée de ses avances. L'argent en caisse ou en banque vaut mieux qu'un compte dans les livres.

Le marchand devrait toujours avoir présent à l'esprit ce vers du fabuliste "Un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras."

UN EMPRUNT

Un nouvel emprunt canadien du gouvernement fédéral, au montant de £5,000,000 à 3½ p. c. a été mis sur le marché de Londres au pair, avec intérêt de six mois payable le 1er janvier prochain. Les bons de cet emprunt sont rachetables au pair le 1er juillet 1950. Toutefois le gouvernement se réserve le droit de rachat au pair à partir du 1er juillet 1930 en donnant six mois d'avis.

Les détenteurs des bons, 4 p. c., arrivant à échéance le 1er novembre prochain au montant de £2,222,000 peuvent échanger somme pour somme leurs anciens bons contre les nouveaux et auront la priorité sur tous autres souscripteurs à l'emprunt. Ils recevront le 2 novembre prochain l'intérêt ordinaire de 4 pour cent.

C'est la Banque de Montréal qui a été chargée d'émettre l'emprunt.

Cet emprunt est le troisième qu'ait contracté cette année le gouvernement fédéral. Au mois de juin dernier, il avait déjà émis £5,000,000 de bons à 3½ p. c. et au mois de février, le premier emprunt de l'année avait été de £3,000,000.

D'après une dépêche de Londres, le public n'aurait guère souscrit qu'à un quart de l'emprunt qui, cependant, est avantageux puisque le taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre est à 2½ p. c. et que sur le marché ouvert, grâce à l'abondance de l'argent, le taux est moindre encore.

Voilà qui est fâcheux à tous égards, car le gouvernement a une dette flottante de \$15,000,000 qui, sans doute, va encore augmenter avec de lourdes dépenses et des recettes moindres que celles évidemment prévues lors de l'établissement du budget.

Nous croyons que c'est un tort d'emprunter par petits paquets. Les petits